

« En finir avec le cercle vicieux des conflits territoriaux » :

1. Les tensions s'avivent autour des îles Senkaku et Takeshima. C'est particulièrement triste et regrettable car elles interviennent sous un gouvernement dirigé depuis 2009 par le Parti démocratique du Japon (PDJ), qui se fixait comme priorité de tourner le Japon vers l'Asie de l'Est et de traiter d'égal à égal avec les Etats-Unis ; elles se déroulent après le mouvement de sympathie qui s'est manifesté lors du tsunami du 11 mars 2011 ainsi que l'élan de solidarité des dirigeants chinois et coréens Wen Jiabao et Lee Myung-bak, qui ont alors visité les zones sinistrées. La Corée et la Chine sont deux amis importants pour le Japon, et des partenaires pour construire la paix et la prospérité dans la région. Les liens économiques entre les nations ne peuvent être rompus, et ces relations sont appelées à s'approfondir. En tant que citoyens du Japon, nous sommes profondément préoccupés par la situation actuelle et nous faisons la déclaration suivante.

2. On parle de « conflit territorial ». Mais il ne faut pas oublier le contexte historique de ces problèmes – et notamment l'histoire du Japon, agresseur en Asie. En arrière-plan de la visite de M. Lee Myung-bak sur les îles Takeshima/Dokdo se trouve l'affaire des esclaves sexuelles des anciens militaires japonais connues sous l'appellation de « femmes de réconfort ». Durant l'été 2011, la Cour constitutionnelle de Corée a adopté une résolution sur cette question. A la fin de la même année, lors du sommet de Kyoto, le président coréen a, de nouveau, soulevé ce sujet dont on dit qu'il est à la source des problèmes actuels. Mais le premier ministre Noda Yoshihiko a évité de répondre. Lors de son discours pour l'anniversaire de la libération de la Corée, le 15 août dernier, le président Lee a une nouvelle fois appelé le Japon à prendre « *des mesures responsables* » pour régler cette question des « femmes de réconfort ». Les revendications du Japon sur les Takeshima/Dokdo remontent à 1905, lors de la guerre russo-japonaise, à un moment où la colonisation de la Corée était sur les rails et où le droit international reculait. Les Japonais doivent comprendre que, pour le peuple coréen, il ne s'agit donc pas de simples « îles » mais du point de départ symbolique de l'invasion et de la colonisation. De plus, les îles Senkaku (Diaoyu pour la Chine continentale et Taïwan) ont été incorporées au territoire japonais en janvier 1895, pendant la guerre sino-japonaise ; trois mois plus tard, Taïwan et les îles Penghu devinrent des colonies nippones. Ces deux territoires ont été annexés à une période où tant la Corée que la Chine étaient en état de faiblesse et dans l'incapacité de faire valoir le droit international.

3. Cette année marque le quarantième anniversaire des relations diplomatiques entre le Japon et la Chine, et plusieurs événements célébrant l'amitié entre les deux pays sont d'ores et déjà prévus. Cette atmosphère amicale s'est détériorée quand le gouverneur de Tokyo Ishihara Shintaro a fait savoir qu'il

voulait acheter trois des îlots des Senkaku et qu'en réponse le gouvernement a décidé de les nationaliser. Il est normal que la Chine ait interprété ce geste comme une provocation et une volonté de rompre le statu quo en vigueur jusqu'alors. Et l'on peut regretter que les propos de M. Ishihara n'aient soulevé que peu de critiques. En outre, la décision de M. Noda a été annoncée le 7 juillet – jour anniversaire de l'incident du pont « Lu Gou » (Marco Polo) de 1937<sup>i</sup> qui a marqué le début de l'invasion du territoire chinois par le Japon. Ce qui est connu en Chine comme l'incident du « 7.7 » et reste ancré dans les mémoires.

4. Dans tout pays, les disputes territoriales alimentent le nationalisme et sont utilisées par les autorités politiques comme un exutoire aux frustrations et contradictions internes. Une action d'un côté engendre une réaction de l'autre, et l'escalade continue au point de rendre la situation incontrôlable et d'en arriver à un affrontement armé. Nous nous opposons à tout usage de la violence et nous insistons sur le fait que la question doit être résolue par le dialogue pacifique. Les dirigeants politiques et les médias ont une responsabilité dans la lutte contre le nationalisme et pour valoriser le dialogue. Alors que l'on est en train de tomber dans un cercle vicieux, le rôle des médias pour stopper l'escalade nationaliste, faciliter la réflexion sur l'histoire et appeler au calme devient plus crucial que jamais.

5. Quant aux questions territoriales proprement dites, les seules options possibles sont le dialogue et les négociations. C'est pourquoi le Japon doit sortir de sa position fictive selon laquelle il n'existerait pas de « problème de territoire » (à propos des Senkaku). Sans reconnaissance de l'existence du problème, il ne peut y avoir de consultation ni de dialogue. De plus, il faut ajouter que la notion de « territoire naturel » [*employée par le gouvernement japonais*] n'est acceptable pour aucune des parties.

6. Durant la période nécessaire de consultation et de négociation, le statu quo devrait prévaloir et les actions provocatrices devraient être bannies de tous côtés. Des règles de bonne conduite devraient être adoptées. A l'image de ce qu'a proposé, le 5 août dernier, le président taïwanais Ma Ying-jeou avec son « initiative de paix en mer de Chine orientale ». Il a appelé à une modération des actes de chacun afin de prévenir toute escalade, d'éviter tout affrontement, de ne pas abandonner les voies du dialogue, d'aller vers un consensus et l'établissement de normes communes pour les activités dans cette zone maritime – des recommandations extrêmement calmes et raisonnables. De telles voix devraient être partagées et renforcées.

7. La zone maritime autour des Senkaku a été un espace de pêche, d'échanges et de vie pour les habitants d'Okinawa [*île japonaise*] comme pour ceux de Taïwan. Aucun des pêcheurs ne souhaite voir ces îles transformées en zone de conflits. Nous devons respecter l'opinion de ceux qui y vivent et y travaillent.

8. Le plus important aujourd'hui est que le Japon exprime clairement ce qui fut son histoire – l'invasion des pays voisins – et présente ses regrets. Il devrait réaffirmer les accords internationaux : avec la Chine, le communiqué commun de 1972 et le traité de paix et d'amitié de 1978 ; avec la Corée du Sud, la déclaration de partenariat de 1998 ; avec la Corée du Nord, la déclaration de Pyongyang de 2002. Il devrait également confirmer ses propres déclarations reconnaissant sa responsabilité historique : la déclaration du secrétaire général du gouvernement Kono Yohei en 1993, celle des premiers ministres Murayama Tomiichi en 1995 et Kan Naoto en 2010. Dans la foulée, le Japon doit clairement s'engager dans la voie de la réconciliation, de l'amitié et de la coopération avec ses voisins. Les résultats d'une recherche historique, tant au niveau gouvernemental qu'à celui des citoyens, entre le Japon et la Corée d'une part, le Japon et la Chine d'autre part, devraient être réexaminés, comme devrait l'être la déclaration commune d'intellectuels japonais et sud-coréens, qui en 2010 ont déclaré nul le traité d'annexion de la Corée de 1910.

9. La seule voie pour sortir du conflit dans les zones contestées est le codéveloppement et l'utilisation conjointe des ressources dans les territoires litigieux. Si la souveraineté ne peut être partagée, la gestion et la distribution des richesses peuvent l'être, y compris celles de la pêche. Plutôt que de s'affronter, les nations devraient poursuivre le dialogue, la consultation de toutes les parties pour arriver à une meilleure connaissance des ressources et à un partage des intérêts. Nous devons sortir du conflit qui alimente le nationalisme pour jeter de nouvelles bases de coopération régionale.

10. Le fardeau pesant sur Okinawa [*qui abrite les principales bases américaines, fort contestées par la population*] ne doit pas s'alourdir, au nom des tensions régionales et à travers un renforcement du pacte de sécurité américano-japonais ou le déploiement des V-22 Osprey, un nouveau type d'avion de transport à décollage vertical.

11. Enfin, nous proposons de créer un cadre de concertation au niveau non gouvernemental réunissant des citoyens du Japon, de la Chine, de la Corée, de Taïwan et d'Okinawa, avec un point de vue tourné vers l'avenir dans un esprit de confiance mutuelle et de bonne foi.